

L'économie "mixte" Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie John Maynard Keynes.

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont, le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. Le rapport entre la théorie qui précède et le premier de ces vices y est évident. Mais il existe deux points importants où elle touche aussi le second. [...]

Pour notre part, nous pensons qu'on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités dans les revenus et les fortunes, mais non des disproportions aussi marquées qu'à l'heure actuelle. Il existe des activités humaines utiles qui, pour porter tous leurs fruits, exigent l'aiguillon du lucre et le cadre de la propriété privée. Bien plus, la possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. Faute de pouvoir se satisfaire de cette façon, ces penchants pourraient trouver une issue dans la cruauté, dans la poursuite effrénée du pouvoir personnel et de l'autorité, et dans les autres formes de l'ambition personnelle. Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens ; et, bien que la première sorte de tyrannie soit souvent représentée comme un moyen d'arriver à la seconde, il arrive au moins dans certains cas qu'elle s'y substitue. Mais, pour stimuler ces activités et satisfaire ces penchants, il n'est pas nécessaire que la partie se joue à un taux aussi élevé qu'aujourd'hui. Des taux beaucoup plus bas seraient tout aussi efficaces dès lors que les joueurs y seraient habitués. [...]

Dans la pratique on pourrait se proposer (tout ceci n'a rien d'irréalisable) d'une part d'augmenter le volume de l'équipement jusqu'à ce qu'il cessât d'être rare, de manière à supprimer la prime attribuée au capitalisme oisif ; d'autre part d'aménager les impôts directs de manière à affecter au service de la communauté, sur la base d'émoluments raisonnables, l'intelligence, le dynamisme et la capacité administrative des financiers, entrepreneurs et *tutti quanti* (qui certainement aiment assez leurs métiers pour que leur travail puisse être obtenu à bien meilleur marché qu'à présent). [...]

La théorie qui précède apparaît assez conservatrice sous l'angle de ses répercussions dans d'autres domaines. Tout en indiquant l'importance vitale que présente la création d'un contrôle central sur certaines activités aujourd'hui confiées en grande partie à l'initiative privée, elle laisse inchangés de vastes secteurs de la vie économique. En ce qui concerne la propension à consommer, l'Etat sera conduit à exercer sur elle une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux d'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens. Au surplus, il est improbable que l'influence de la politique bancaire sur le taux de l'intérêt suffise à amener le flux d'investissement à sa valeur optimum. Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'Etat de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, aucune argumentation convaincante n'a été développée qui justifierait un socialisme d'Etat embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. Ce n'est pas la propriété des moyens de production dont il importe que l'Etat se charge. S'il est en mesure de déterminer le volume global des ressources consacrées à l'augmentation de ces moyens et le taux de base de la rémunération allouée à leurs possesseurs, il aura accompli tout le nécessaire. [...]

Pour placer la question sur un plan concret, nous ne voyons pas pourquoi le système actuel ferait un très mauvais usage des facteurs de production employés. Sans doute des erreurs de prévision sont-elles commises, mais on ne les éviterait pas en centralisant les décisions. Lorsque sur dix millions d'hommes désireux et capables de travailler il y en a neuf millions employés, il n'est pas évident que le travail de ces neuf millions soit mal orienté. Le reproche qu'il convient de faire au système actuel n'est pas de ne pas affecter aux tâches appropriées les neuf millions d'hommes employés, mais de n'avoir pas d'ouvrage disponible pour le dernier million. C'est le volume et non la consistance de l'emploi que le système actuel a été incapable de déterminer correctement. [...]

Les régimes autoritaires contemporains paraissent résoudre le problème du chômage aux dépens de la liberté et du rendement individuels. Il est certain que le monde ne supportera plus très longtemps l'état de chômage qui, en dehors de courts intervalles d'emballage, est une conséquence, et à notre avis une conséquence inévitable, de l'individualisme du régime capitaliste moderne. Mais une analyse correcte du problème permet de remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement.

John Maynard KEYNES (1883 – 1946)

Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, (1936)

Editions Payot trad.fr. 1969, chap. 24, pp. 366 à 372 -Extraits-

Texte étudié lors des Lectures Citoyennes n° 16 – Mardi 16 mai 2006.

L'économie "mixte" Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie John Maynard Keynes — 1er trim. 2008 p 111